



Toulouse le 11 septembre 2024

Objet : Actualités sociales

La Dépêche 5 septembre 2024 : La réforme des retraites est devenue un symbole autour duquel s'affronte la classe politique. Autour de cette bataille, resurgit une idée : la solution serait peut-être de revenir à la retraite par points. Cette réforme systématique ambitieuse, avec une retraite universelle par points était une petite révolution que les Français semblaient prêts à comprendre avant qu'Edouard Philippe ne fasse une classique réforme paramétrique avec un recul de l'âge de départ comme les précédentes réformes. Autre part où des ajustements pourraient être trouvés : les carrières longues. Une chose est sûre, abrogation ou pas de la réforme, la France devra se préparer encore à réformer son système de retraite.

La Dépêche 6 septembre 2024 : Par le Docteur Hélène Villars, Gériatre au CHU de Toulouse. La génération du baby-boom bénéficie d'une bonne santé globale avec peu de mortalité. Cela entraîne un afflux important de personnes âgées de 75 à 85 ans vers ces établissements. En 2030, il y aura une hausse spectaculaire du nombre de résidents de plus de 85 ans, sujets à moins de pathologies. Dans les 5 ans qui viennent, les autorités doivent prévoir 100 000 places de plus sans les EHPAD. En fonction des projections démographiques il en faudra 320 000 supplémentaires. Le modèle classique des HEPAD est en fin de vie. De nouvelles formes de prise en charge sont plus adaptées à ces besoins changeants : il existe des alternatives aux maisons de retraite comme les habitats partagés. On se dirige vers des EHPAD hybrides où, à l'intérieur des structures, il y aura des chambres médicalisées couplées à des Habitats pour étudiants ou personnes dans la vie active. Les services proposés par l'EHPAD seront accessibles à tous.

BFM-TV 7 septembre 2024 : Fin juillet, une assistante en soins gériatriques de l'EHPAD « Jardins de Cuvières » à Thaon les Vosges, avait lancé un appel sur les réseaux sociaux, invitant les vacanciers à envoyer des cartes postales aux personnes âgées de l'établissement, pour rompre leur isolement. A ce jour, ils en ont reçu plus de 20 000.

Les Echos 4 septembre 2024 : Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, a affirmé la détermination de son organisation à obtenir de revenir sur la réforme des retraites. La CFDT veut s'imposer, face au nouveau exécutif comme un interlocuteur incontournable.

ASH 6 septembre 2024 : Les principaux acteurs du grand âge, au lendemain de la nomination du 1<sup>er</sup> ministre, ont des réserves et surtout des revendications. Daniel Goldeberg, responsable de l'UNIOPSS (Union Nationale Internationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés non Lucratifs Sanitaires et Sociaux) souligne que « son programme de candidat à la primaire LR n'allait pas vraiment dans le sens des valeurs que défend l'UNIOPSS, notamment l'idée d'une forme de préférence nationale ».

Le Médiia Social 6 septembre 2024 : Les associations pour le grand âge interpellent le nouveau chef du gouvernement, Michel Barnier, sur les grands chantiers qui l'attendent. Dans sa carrière, le 1<sup>er</sup> ministre n'a jamais été en charge des dossiers sociaux. Pour l'UNCCAS (Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale) « la Solidarité doit être érigée au rang de grande cause nationale ».

Le Quotidien du Médecin 9 septembre 2024 : En amont des assises des EHPAD (à Paris les 10 et 11 septembre), le député socialiste Jérôme Guedj, spécialiste du secteur, hausse le ton. Il défend une réforme du modèle économique des EHPAD « à bout de souffle ».

6 Médias – 10 septembre 2024 : Le groupe LIOT souhaite que le nouveau gouvernement mène « une nouvelle discussion » sur la réforme des retraites « avec les partenaires sociaux ». Il faudrait aussi de manière « urgente » des réformes « permettant d'améliorer le pouvoir d'achat » et de pencher sur les « inquiétudes graves » des Français, dans le domaine de la santé.

Dans le domaine de la retraite, Yaël Braun Pivet, présidente de l'Assemblée Nationale s'est dite ouverte à une réouverture des discussions sur la réforme « avec les organisations syndicales et le patronat ». Elle a ajouté : « regardons ce qui peut être amélioré, réfléchissons à une réforme plus systémique ; la retraite par points, la capitalisation ... rien n'est fermé ». Elle ne souhaite toutefois pas toucher à l'âge de départ.

Le Quotidien du Médecin 10 septembre 2024 : Gilles Huteau, Professeur de droit à l'école des hautes études en santé publique (EHESP) décrypte les enjeux du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale : « si les arbitrages sur le PLFSS ont lieu à la dernière minute, le rapport de force sera favorable à Bercy ».

Francis De Block